



CDEN 2 MARS 2017

Déclaration FSU 77

Monsieur le préfet, madame l'inspectrice d'académie, madame la vice présidente, mesdames et messieurs,

Ce CDEN destiné à préparer la prochaine rentrée se déroule dans un climat pour le moins incertain. Une ambiance marquée par de nombreuses manifestations contre les violences policières, contre la corruption, pour que la solidarité avec les réfugié.e.s ne soit pas un délit. Tandis qu'à l'opposée, certains candidats aux plus hautes fonctions de l'État, n'hésitent pas à brandir des menaces contre les fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

Or, c'est justement le statut de ces fonctionnaires qui aujourd'hui protège les usagers de toutes dérives. Cette protection offerte aux agents de l'état, contre les obligations de responsabilité, d'objectivité, d'impartialité et de neutralité auxquelles ils sont soumis, est essentielle pour garantir justice, équité et démocratie, en dehors de toutes pressions ou de tous lobbyings.

Dans ce climat pesant qui inquiète tout autant les fonctionnaires que les acteurs de l'Éducation, la FSU affirme qu'il est indispensable de former et recruter en nombre suffisant des agent.e.s indépendant.e.s, engagé.e.s au service de l'intérêt général.

Dans cette logique, nous revendiquons dans notre académie, la mise en place urgente d'un pré-recrutement de fonctionnaires étudiants stagiaires afin de redonner à notre métier l'attractivité qu'il a perdu et pourvoir ainsi tous les postes par des personnels titulaires qui s'engagent au service de tous les usagers.

Dans le même temps, la FSU77 continue de revendiquer un plan de rattrapage exceptionnel pour l'Éducation dans notre département. Les postes que vous avez répartis pour préparer la rentrée prochaine ne suffiront pas à gommer les mauvaises conditions induites par les centaines de postes supprimés lors du précédent quinquennat et à améliorer les conditions d'enseignement de nos élèves seine-et-marnais.

Si la Seine-et-Marne fait figure de département riche au sein d'une académie particulièrement démunie, nous savons tous ici que la réalité est toute autre dans une grande partie du département, la plus éloignée du rectorat. En effet, il suffit d'une poignée de communes dont les habitants disposent de revenus élevés, pour augmenter mathématiquement les revenus médians de tout le département. Alors même que la plupart des enfants de ces ménages aisés ne partagent pas les bancs de l'école publique avec ceux des classes moins aisées, sauf à bénéficier d'un contournement de sectorisation.

Toutefois les contournements ne sont pas l'apanage des usagers, quand l'administration use de critères très discutables pour rayer de la carte le tiers des zones d'éducation prioritaire de notre département. Privant ainsi toute une population fragile, des quelques subsides qui permettaient ça et là d'améliorer le quotidien de l'École en organisant notamment voyages à l'étranger et sorties culturelles à des enfants et jeunes très éloignés de la culture dominante. La fsu77 constate aujourd'hui que la disparition des zones d'éducation prioritaire n'a pas fait disparaître la pauvreté

sociale, éducative et la difficulté scolaire. En revanche, elle a permis au passage d'économiser quelques postes, notamment dans le premier degré en n'appliquant plus les seuils appropriés...

Donc, non la difficulté scolaire n'a pas disparu entre Chelles et Souppes sur Loing et nous craignons au contraire que celle-ci ne devienne de plus en plus prégnante à mesure de la disparition programmée des aides spécialisées dans le primaire. Bien que les professeurs des écoles, saluent la création de postes de plus de maîtres que de classes dans les REP et REP+ , comme une dynamique permettant de travailler, réfléchir en équipe, pour autant, ils continuent de revendiquer la création de postes d'enseignant.e.s spécialisé.e.s.

Et, avec eux, la FSU77 continue de revendiquer une véritable politique départementale afin de dynamiser les RASED rescapés du département, pour offrir de véritables soutiens aux enseignants et un étayage de qualité aux élèves.

Pour finir, la FSU77 souhaite alerter cette assemblée sur deux sujets particulièrement sensibles :

L'un concerne la situation très préoccupante dans laquelle se trouve les coordinatrices et coordinateurs d'ULIS collège second degré. Nos collègues enseignant.e.s spécialisé.e.s chevronné.e.s, engagé.e.s depuis de nombreuses années dans l'ASH ne peuvent plus continuer à scolariser 14 jeunes élèves handicapés dans leur dispositif. Apporter l'étayage cognitif affectif nécessaire, organiser les inclusions en classes ordinaires, préparer les stages, les orientations ... pour 14 adolescent.e.s parfois très lourdement handicapé.e.s c'est trop ... 14 élèves au lieu des 10 préconisés nationalement c'est beaucoup trop ... Comment faut il le dire pour que ce soit enfin entendu ?

L'autre point concerne la situation de vétusté avancée de certaines écoles du département associée à l'insouciance de certains édiles qui refusent obstinément en dépit de la législation de communiquer les documents techniques amiantes des édifices scolaires. Combien faudra-t-il d'accidents pour que des mesures de précaution efficaces soient prises ?

Investir dans l'inclusion scolaire, dans les bâtiments scolaires sont des mesures politiques incontournables. Pour nous, le dogme de l'austérité, de la réduction d'un soi disant déficit budgétaire devient insupportable lorsqu'il met la vie d'enfants et d'adolescents en danger.

Pour la FSU, un des leviers pour augmenter les recettes, il en existe bien d'autres que nous n'énumérerons pas ici, est l'augmentation des salariées de sexe féminin. C'est pourquoi la FSU appelle avec nombre d'organisations syndicales et d'associations à la journée de grève et de rassemblement le mercredi 8 mars à Paris, lors de la journée de lutte internationale pour le droit des femmes.